"Qu'est devenue notre liberté ?"

Publication : lundi 18 avril 2016 12:39

Le Journal de Gien, jeudi 7 avril 2016

LES MAIRES DU LOIRET RÉUNIS EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À LA SALLE CUIRY DE GIEN

« Qu'est devenue notre liberté ? »

Le président Frédéric Cuillierier a *copieusement* égratigné l'État, samedi matin, devant une assemblée de quelque 300 élus. Christian Boudeau aussi.

Salle comble samedi matin à Gien pour la grand-messe de l'AML qui rassemble 334 communes, 2 communautés d'agglo, 25 communautés de communes et 15 syndicats intercommunaux.

■ « Notre mandat de maire est devenu un leurre. Nous n'avons plus d'autonomie, plus de place, plus de pouvoir, plus de liberté… » Le ton était donné d'entrée de jeu samedi matin par le maire Christian Boudeau-Ivos de la grand-messe des maires du Loiret qui se tenait à Gien.

C'est lui-en-effet qui lançait les hostilités contre l'État intrusif, dans son discours de bienvenue : « Je suis maire depuis 1995, ce mandat de proximité est le plus beau […] sauf que les maires croulent aujourd'hui sous le poids de l'administration, des normes, des règlements », déclarait-il, flottant l'attitude de l'État qui ne favorise pas l'émergence des projets de territoires. « Je fais le vœu que les maires, adjoints, présidents d'EPCI, quelle que soit la taille de la commune, soient consultés et écoutés », a-t-il conclu.

des nouvelles intercommunalités. Et de s'exclamer : « Où est passée notre liberté ? Qu'est devenue la liberté communale ? ». À cette occasion, il suggérait d'ailleurs d'adopter un manifeste à soumettre aux futurs candidats (de tous bords) aux élections présidentielles et législatives. Il s'agirait d'un acte d'engagement sur trois points : aucune nouvelle réforme du bloc communal jusqu'en 2020, ne plus baisser les dotations aux collectivités locales jusqu'en 2020, et réduire le poids et le nombre des normes (il en existe 400.000 applicables aux collectivités locales !)

« Nous n'avons pas besoin de lois qui décident pour nous, qui nous expliquent comment nous organiser, comment gérer nos communes ». Face à l'auditoire du jour, Frédéric Cuillierier, avec ses deux mots d'ordre « confiance et liberté », a forcément fait un tabac.

7,2 millions d'euros pour le Loiret

Au-delà de cette intervention, les élus ont validé les rapports d'activités et financier 2015, rappelant en détail chaque action, engagement et dépense, ainsi que les combats menés pour la DETR, la loi NOTRe et le schéma de coopération intercommunale. La bonne nouvelle du jour concernait les finances, suite à la création par le gouvernement d'un fonds d'investissements d'un milliard d'euros, dont 7,2 millions pour le Loiret, pour aider les communes et intercommunalités. « L'argent sera distribué à partir du 15 avril », a annoncé le président Cuillierier.

Tous ces sujets et bien d'autres ont été abordés lors des ateliers proposés l'après-midi. Et pour la table ronde, c'est la réforme, de la dotation globale de fonctionnement (DGF) qui avait été choisie. Une inépuisable source de discussions. Dans le Loiret comme ailleurs, l'argent reste le nerf de la guerre…

CHRYSTEL MÉTRUS

Phoca PDF